



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 11 Avril 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Entre coopération bilatérale et multilatérale

3 questions à S.E. Félicité NGOUBILI-ONGOUORI

Guinée Le grand enjeu

Guinée-Bissau L'armée à nouveau

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr

MADAGASCAR



Une sortie de crise ?

Le président de la Haute Autorité de la transition, Andry Rajoelina a surpris tout le monde en annonçant à la télévision le mercredi 14 avril son intention de constituer un gouvernement d'union nationale. Cette déclaration, qui peut encourager une sortie de la crise, intervient après une année de situation politique bloquée, depuis le renversement de Marc Ravalomanana.

À plusieurs reprises, le nouvel homme fort de l'île a refusé d'appliquer les accords de Maputo et d'Addis Abeba en 2009 sur le partage du pouvoir. Plus récemment, il a décidé seul d'organiser des élections législatives anticipées, au mois de mai, mais sans les trois mouvances de l'opposition qui ont dénoncé le manque de transparence.

Isolé sur la scène internationale et soumis aux sanctions de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, pressé à l'intérieur par les militaires de trouver une solution rapide à la crise, Andry Rajoelina a choisi aujourd'hui de suivre les propositions de la médiation française et sud africaine.

Le plus dur est maintenant de transformer ces paroles en actes et d'abord de renouer le fil avec l'opposition.

É
D
I
T
O

Réalités et fantasmes

La relation nord-sud et dans ce contexte, la relation entre la France et l'Afrique francophone au sud du Sahara, évoluent entre réalités et fantasmes.

La réalité est dans le tissu de solidarité économique, linguistique, culturel et politique, que la coopération a fabriqué depuis les indépendances entre la France et les pays considérés, et dans l'aspiration à construire ensemble des systèmes de fraternité dans un monde difficile. La réalité est aussi dans le mouvement naturel des Africains vers des solidarités plus continentales, comme dans la démarche naturelle des Français vers la

construction européenne, ces deux tendances pouvant s'opposer mais aussi trouver une synergie.

Le fantasme est dans le sentiment que la poursuite ou le renforcement de la coopération participe nécessairement d'une forme de néocolonialisme. Il est aussi dans l'idée couramment répandue que la proximité politique et humaine entre Paris et les capitales d'Afrique francophone serait nécessairement suspecte et transformerait les affaires en affairisme, et le dialogue politique en soutien à des dictatures plus ou moins déguisées. Comme par hasard, dans certains cercles parisiens en tout cas, ce fantasme ne s'applique qu'à l'Afrique.

Un peu plus d'expérience et de réflexion ne nuirait à personne.

Soudan

Élections dans la confusion

Les premières élections générales multipartites depuis 1986, se sont déroulées dans une grande confusion. Le

président sortant Omar el-Béchir, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI, est donné grand favori.

Entre coopération bilatérale et multilatérale

La coopération bilatérale et la coopération multilatérale ont toujours eu leur place dans l'aide publique française au développement. Mais les moyens consacrés à l'une et à l'autre ont varié au fil du temps et des controverses. De nouvelles réflexions apparaissent pour un renforcement relatif de la coopération bilatérale.

À l'indépendance des pays auparavant placés sous son autorité, la France a engagé une action bilatérale importante pour soutenir le développement des pays francophones d'Afrique au sud du Sahara. Mais sa contribution aux institutions multilatérales n'a cessé de croître au fil du temps (Nations unies, FMI, Banque Mondiale, Union européenne, etc), mobilisant des sommes considérables, qui ne pouvaient pas de ce fait aller vers l'aide bilatérale, que l'on concentrait d'ailleurs de moins en moins sur les pays francophones

de l'Afrique subsaharienne.

Le tournant français de 1999

On a vu alors apparaître au sein de l'administration française, et en premier lieu

« La suppression du ministère de la coopération est passée sans trop susciter de réactions »

au ministère des Finances, des théories sur les limites de l'aide bilatérale : elle ne



pouvait pas, disait-on, suffire en quantité aux besoins croissants des pays pauvres, il fallait l'associer à des financements en provenance d'institutions multilatérales, et elle devait même se retirer de certains domaines pour laisser la place aux dites institutions multilatérales, auxquelles d'ailleurs on contribuait.

C'est dans ce contexte, que la suppression, il y a onze ans, du ministère de la Coopération, instrument central de la politique de coopération bilatérale, est passée sans susciter trop de réactions, à l'exception de celles de quelques .../...

(suite page 2)

Entre coopération bilatérale et coopération multilatérale (suite)

ambassadeurs en Afrique francophone. C'est dans le même esprit que dans les dernières années, le Quai d'Orsay a été dépouillé de tous ses moyens de coopération bilatérale pour le développement. L'Agence Française de Développement, augmentée de certaines de ces dépouilles, restait ainsi le seul organisme dédié à l'aide bilatérale. Mais elle ne pouvait pas à elle seule, remplacer en volume et en modes d'action, la Rue Monsieur et le Quai d'Orsay.

Vers une nouvelle répartition de l'aide ?

C'est alors que tout récemment, la crise financière internationale affectant les pays développés les a conduits à s'interroger au sujet des effets

comparés des différentes formes d'aide, sur leurs relations économiques avec les pays bénéficiaires.

La coopération bilatérale est apparue, pour certains partenaires en tout cas, mieux adaptée à la problématique immédiate. L'idée a donc pris corps à Paris, d'une nouvelle répartition des moyens entre les deux grandes formes d'aide.

Un mouvement de hausse globale

Cependant, si en 2010 comme en 2008 et 2009, l'aide bilatérale est supérieure à l'aide multilatérale, c'est grâce à la comptabilisation de toutes les



annulations de dettes et des refinancements : en 2010, en effet, l'aide bilatérale française est prévue pour un montant de 5.146 à 5.846 millions d'euros, incluant 1.200 ou 1.990 millions d'annulations de dettes et de refinancements ; l'aide multilatérale est de 3.418 millions d'euros.

Le total s'inscrit dans un mouvement de hausse globale, visant à rapprocher l'aide du taux recommandé par les Nations-Unies, soit 0,70 % du Revenu National Brut, taux que la France avait approché, il y a trente ans mais dont elle s'était éloignée ensuite pour tomber à

0,36 %, et qui est maintenant de 0,44 %.

Un sujet difficile

Dans la mesure où la France doit tenir sa place en Europe et dans les organisations internationales, consommatrices par définition d'aide multilatérale, la possibilité d'une augmentation relative de l'aide bilatérale n'a de perspective substantielle que dans le mouvement de hausse précité du taux de l'aide publique au développement par rapport au Revenu national Brut français.

Dans la problématique budgétaire actuelle, c'est un sujet difficile.

3 questions à



S.E. Félicité NGOUBILI- ONGOUORI

La lettre de l'Afrique : Quels sont les principaux accords signés à Libreville, le 25 février dernier, lors de la visite du président Nicolas Sarkozy ?

S.E. Félicité Ngoubili-Ongouori :

Trois principaux accords ont été signés entre la république française et la république gabonaise : le plan d'action pour la mise en oeuvre d'un partenariat stratégique (2010-2014), le Traité instituant un partenariat de défense, ainsi que l'accord relatif à l'échange de jeunes professionnels. A cela s'ajoutent quatre conventions de coopération de développement pour un montant de 86,5 millions d'euros, à savoir un projet d'assainissement de la ville de Port-Gentil, un projet d'investissement et de développement agricole, un projet d'appui à

Son Excellence Madame Ngoubili-Ongouori, Ambassadeur, Haut Représentant du Gabon en France évoque les récents accords de coopération franco-gabonais et d'autre part, la présence de la diaspora gabonaise en France.

la formation professionnelle ainsi qu'un projet de construction d'un pont dans la zone industrielle d'Oloumi à Libreville.

LLA : Pouvez-vous préciser le contenu et l'esprit du nouvel accord de défense ?

S.E. Félicité Ngoubili-Ongouori :

L'esprit du nouvel accord est de rendre les instruments de coopération, dans le domaine de la défense, plus adaptés aux enjeux et priorités des deux pays, dans le cadre de leur contexte d'évolution respectif. S'agissant du contenu, le Gabon et la France ont privilégié le renforcement des capacités humaines, techniques et logistiques, notamment à travers la formation, l'équipement et l'entraînement des forces ainsi que l'échange de vues et d'informations relatives aux risques et menaces à la sécurité nationale et régionale.

LLA : Quelle est la situation et quels sont les principaux souhaits de la communauté gabonaise en France ?

S.E. Félicité Ngoubili-Ongouori :

Riche d'environ 10 000 personnes, c'est la plus importante diaspora du Gabon. Responsable et organisée dans sa majorité, en structures associatives présentes dans quasiment toutes les villes françaises où sont établis les gabonais, c'est une communauté qui entend mieux répondre à l'appel du chef de l'état de construire un état émergent.

Pour cela, elle sollicite notamment un meilleur soutien pour mieux coordonner ses actions et accompagner ses projets de contribution au développement local.

Dans ce sens d'ailleurs, le Président de la république gabonaise a donné son accord pour la mise en place d'une plateforme devant faciliter l'intégration de la diaspora à l'effort collectif de construction d'un Gabon prospère.

GUINÉE

LE GRAND ENJEU

Général Konaté



Foule à Conakry

Le général s'est rendu à Paris en visite privée, du 31 mars au 7 avril, afin de demander aux autorités françaises de l'aider dans sa mission et de plaider sa cause au sein de l'Union européenne et aux Nations unies. Il s'est entretenu avec Bernard Kouchner, Claude Guéant et a rencontré le Président Nicolas Sarkozy.

Le soutien de Paris

Le premier objectif politique est de tenir des élections le 27 juin prochain dans de bonnes conditions. Dans ce sens, des aides financières et techniques sont nécessaires. L'armée, pour sa part, a besoin de témoignages extérieurs de soutien dans sa mission pour la démocratie, à l'heure même où plusieurs de ses dirigeants sont mis en cause, pour le massacre du 28 septembre dernier. C'est afin de manifester cette confiance au général Konaté, que

Paris a accepté la relance de la coopération militaire franco-guinéenne.

Des enjeux considérables

L'enjeu de la période en cours est considérable pour la Guinée et pour l'Afrique de l'ouest. Pour la Guinée, il s'agit, après cinquante ans d'indépendance, de tenir les premières élections réellement ouvertes, et de réussir le passage à une démocratie pluraliste. Pour l'Afrique de l'ouest, le plein retour de la Guinée dans le jeu politique et économique favorisera la dynamique régionale. Avec dix millions

d'habitants, des ressources minières importantes (bauxite, fer, diamant), une exceptionnelle richesse en eau ouvrant de grandes possibilités agricoles et hydro-électriques, la Guinée a plus d'atouts que la plupart de ses voisins francophones (Côte d'Ivoire mise à part) pour s'affirmer comme une puissance régionale de premier rang.

Le rôle de la Communauté internationale

C'est dire à quel point il importe que la Communauté internationale accompagne le mouvement. Les Africains de l'ouest l'ont compris et la médiation du Président Compaoré s'est résolument inscrite dans cette perspective. La Chine et la Russie vont dans le même sens. Reste la question de l'attitude des capitales occidentales, où l'on gesticule trop souvent pour plaire à une certaine sphère médiatique, plutôt que de chercher à servir les intérêts conjoints des peuples du nord et du sud.

Puisse Paris contribuer à cette recherche en faveur de la Guinée, en témoignage de fraternité historique entre les peuples.

« Le plein retour de la Guinée dans le jeu politique et économique favorisera la dynamique régionale. »

d'habitants, des ressources minières importantes (bauxite, fer, diamant), une

L'ARMÉE À NOUVEAU

Le Général Antonio Indjai, chef d'état major adjoint est le nouvel homme fort de la Guinée-Bissau

Carlos Gomes Junior, Premier ministre



Le 1^{er} avril, le Général Indjai a fait arrêter le Premier ministre Carlos Gomes Junior, puis l'a libéré dès le lendemain pour qu'il puisse s'entretenir avec le Président de la République. Mais il a interdit en même temps la manifestation des amis du Premier Ministre. La situation institutionnelle reste confuse, mais le pouvoir est manifestement entre les mains du général Indjai et de la faction des officiers qui le soutient.

Un coup de l'armée

La crise apparaît d'abord comme un problème entre militaires. Le Chef d'état major Sanha, en accord avec le

Premier ministre, s'opposait au retour à l'activité de l'Amiral Bubo Na Tchuto, personnage notable qui, après un an d'exil, était retourné au pays et venait de rejoindre un groupe de militaires dans la capitale. Le général Indjai, favorable au retour de l'Amiral, et de ce fait menacé, a donc décidé de prendre les devants.

Pauvreté et trafic de cocaïne

Les deux factions militaires s'accusaient réciproquement de favoriser le trafic de cocaïne, qui ferait, dit-on, depuis plusieurs années de la Guinée-Bissau, une plaque tournante entre la Colombie et l'Europe. Les enjeux financiers d'un tel trafic seraient considérables et

d'autant plus importants que la Guinée Bissau est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Peu de ressources minières, presque pas d'industrie, seulement quelques productions agricoles et la noix de cajou destinée à l'exportation. La sécheresse gagne de plus en plus l'Est du pays et la faim affecte gravement la population.

Une coopération internationale inadéquate

C'est sur ce fond de pauvreté que se développent les difficultés politiques et les coups d'état et qu'évoluent les relations avec la communauté internationale, pas nécessairement dans le meilleur sens. L'ancienne puissance

coloniale, le Portugal, n'a pas eu les moyens de financer le développement du pays après l'indépendance. Aucun autre partenaire bilatéral n'est venu s'y substituer de manière déterminante. L'aide publique a donc été fournie principalement par les institutions internationales, intervenant en ordre dispersé, chacune selon sa propre logique.

La situation actuelle de la Guinée-Bissau résulte largement de l'insuffisance ou de l'inadéquation de cette coopération, de la faiblesse des moyens de ce petit pays, des erreurs ou des fautes de telle ou telle équipe dirigeante à Bissau, et de la propension croissante des capitales occidentales à distribuer les condamnations plutôt que de bonnes aides.

« Les enjeux financiers d'un tel trafic seraient considérables »

De Gérald Félix Tchicaya à Tchicaya U'Tam'si

Arlette Chemin-Degrange et Roger Chemin, L'Harmattan, 2009

Ce remarquable ouvrage présente la création d'un des plus grands auteurs congolais contemporains de langue française, Tchicaya U Tam'si (1931-1988). Une œuvre à la fois poétique, dramaturgique et romanesque d'une singulière modernité, placée sous le signe du refus et de la révolte, en rupture notamment avec la négritude senghorienne.

L'adieu aux armes ?

Nathalie Duclos, Karthala, 2010

La réintégration des anciens combattants dans la vie civile constitue un enjeu majeur des périodes dites post-conflit pour les organisations internationales qui financent les programmes de DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration).

Dans une perspective sociologique, cet ouvrage s'intéresse aux trajectoires des anciens combattants et à leurs parcours individuels et collectifs.

Maîtrise de l'espace et développement en Afrique

John O.Igue, Kengne Fodouop et Jérôme Aloko-N'Guessan, Karthala, 2010

Cet ouvrage a pour but de faire prendre conscience aux géographes africains des enjeux et défis auxquels est désormais confrontée leur discipline.

Quelle est sa portée économique et politique ? Ces questions sont d'autant plus importantes qu'en Afrique, l'organisation de l'espace dépend des deux logiques, formelle et informelle.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Afrique du nord**• **Maroc**

Rabat accorde une aide humanitaire d'urgence au Niger ;

• **Égypte**

El-Baradei, ex chef de l'AIEA et prix Nobel de la paix en 2005, se lance dans la course à l'élection présidentielle qui aura lieu en 2011 ;

Afrique subsaharienne• **Côte d'Ivoire**

Le premier ministre Guillaume Soro demande que les élections sans cesse reportées depuis 2005, se tiennent avant le 7 août prochain ;

• **Guinée**

Le président de la transition, le Général Konaté a effectué une visite à Paris où il a reçu le soutien des autorités françaises pour l'organisation des élections d'ici juin 2010 ;

• **Niger**

Un mois après le renversement du président Tandja par une junte militaire, le pays est confronté à une très grave crise alimentaire ;

• **RDC**

La Monuc doit retirer ses troupes dès le mois de juin jusqu'en 2011, à la demande du gouvernement congolais ; huit membres de la Croix-Rouge ont été enlevés dans le Sud-Kivu ;

• **Cinquantième des indépendances**

Jacques Toubon, le secrétaire général du cinquantième des indépendances a présenté le 1er avril le programme des célébrations communes entre la France et 14 pays d'Afrique subsaharienne ;

• **Afrique du sud**

Les tensions raciales sont fortes après le meurtre du leader de l'extrême droite Eugène Terre'Blanche.



L'événement organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen sera ciblé sur d'une part, les besoins des porteurs de projets africains et, d'autre part, les solutions que peuvent apporter les entreprises européennes.

Les objectifs visent à :

- Permettre aux opérateurs africains de trouver la ou les solutions pour réaliser leurs projets,
- Nouer des partenariats entre opérateurs ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) et européens,
- Organiser des réunions entre organisations intermédiaires africaines et européennes en vue de promouvoir leur collaboration, le transfert de savoir-faire et la création d'un réseau,
- Renforcer le fonctionnement des chambres consulaires africaines.

CF*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.